

[Texte]

in access to the stock by Newfoundland enterprises in communities that depend on it for their future being severely curtailed.

I should underline that we are not objecting to the use of cost-efficient technology in the harvesting of fish species. Rather, in the absence of firm, long-term resource allocation plans, coupled with uncertainties in the present enterprise allocation system, neither industry nor government, in our view, can properly consider changing a policy which can substantially alter the future of the fishery and its participants. Given that, the recommendation is that we would consider supporting the existing policy.

The resource shore plant program is, basically, a program, as you are well aware, that tries to address in some meaningful way the underutilization of the large processing capacity that exists in Newfoundland. We talk about the resource shore plant program, but you should keep that in mind coupled with our earlier views in the FFT context on the access to the resource. Clearly, Newfoundland inshore fishery in 1985 is a situation that you are well aware of.

Essentially, representing the processing sector, the inshore fishery simply has not proven itself to be capable, through no fault of its own, of supplying the needs of the processing plants that are in place and the people who work in the plants. There has to be some system to capture the benefits of the resource to utilize it in a way that has the best net economic and social benefit to the province. The resource shore plant program is one way we see of doing this.

The reference in the first paragraph to the financial cost of plant underutilization . . . every plant in Atlantic Canada is resource-short in one way or another. The program had its birth in Newfoundland for very good reasons. Basically, one can determine that the task force in Atlantic fisheries has shown that 35% of the higher cost of interest on long-term debt depreciation exists in Newfoundland, as compared to the average of plants surveyed in the task force, which would include plants outside of Newfoundland as well.

Therefore, it is obvious in our minds that the solution of resource shore plants has to be focused in the context of needs of plants adjacent to the northern cod stock. The problem is not whether or not there should be the resource shore plant program, it is how it should be implemented.

Resource shore plants in Newfoundland, after a number of years of hiatus, if you will, on an ad hoc implementation largely a by-product of ad hoc implementation at the government level . . . We are moving very strongly now to try to take action ourselves to proceed with an effective, long-term implementation mechanism. We are in the process, and today in fact, was the inaugural session of a new consortium of resource shore plants that is being developed with the objective of going to government, trying to negotiate long-term commitments of resource access, and, in effect, has a mechanism which inshore plants in Newfoundland can use as a basis to

[Traduction]

réduirait ainsi dangereusement l'accès au stock pour des entreprises de Terre-Neuve situées dans des communautés qui en dépendent pour leur avenir.

Je dois souligner que nous ne nous opposons pas à l'utilisation de techniques rentables dans la capture du poisson. Plus exactement, en l'absence de plans bien définis d'affectation des ressources à long terme, et avec les incertitudes de l'actuel système d'affectation aux entreprises, ni l'industrie ni le gouvernement, à notre avis, ne peuvent à juste titre envisager de modifier une politique qui peut avoir une incidence marquée sur l'avenir de la pêche et des pêcheurs. Par conséquent, nous recommandons que l'on appuie la politique actuelle.

Le programme pour les usines à court de ressources est, fondamentalement, comme vous le savez, un programme qui essaie de s'attaquer de façon significative à la sous-utilisation de l'importante capacité de traitement du poisson à Terre-Neuve. Nous parlons du programme pour les usines à court de ressources, mais il faut toujours tenir compte des points de vue sur l'accès aux ressources déjà exprimés dans le contexte des chalutiers-usines. En d'autres mots, vous connaissez bien la situation de la pêche côtière à Terre-Neuve en 1985.

En gros, représentant le secteur du traitement du poisson, la pêche côtière n'a tout simplement pas démontré qu'elle pouvait répondre aux besoins des usines de traitement du poisson en place et des gens qui y travaillent, bien qu'elle n'en soit pas responsable. Il faudra mettre sur pied un système pour que la province puisse tirer parti de la ressource de la façon la plus rentable sur les plans économique et social. Le programme pour les usines à court de ressources est, à notre avis, un des moyens d'y parvenir.

On a parlé dans le premier paragraphe du coût financier de la sous-utilisation des usines . . . chaque usine au Canada dans la région de l'Atlantique est à court de ressources d'une façon ou d'une autre. Ce n'est pas pour rien que le programme a vu le jour à Terre-Neuve. En gros, on peut dire que le groupe d'étude des pêches de l'Atlantique a démontré que le coût de l'intérêt sur l'amortissement de la dette à long terme était de 35 p. 100 supérieur à Terre-Neuve comparativement à la moyenne des usines qu'il avait évaluées, dont des usines à l'extérieur de Terre-Neuve.

Par conséquent, il est évident selon nous que la solution aux usines à court de ressources doit être axée sur les besoins des usines à proximité du stock de morue du nord. Le problème n'est pas de savoir s'il faut ou non mettre sur pied un programme pour les usines à court de ressources, mais plutôt de déterminer comment le mettre en oeuvre.

Des usines à court de ressources à Terre-Neuve, après une coupure d'un certain nombre d'années, si vous voulez, dans un programme de mise en oeuvre sur une base spéciale en grande partie un sous-produit d'une mise en oeuvre spéciale à l'échelle gouvernementale . . . Nous avons entrepris des démarches très sérieuses pour essayer de prendre nous-mêmes des mesures pour aller de l'avant avec un mécanisme de mise en oeuvre à long terme efficace. Le processus est déjà engagé et, de fait, aujourd'hui avait lieu la première réunion d'un consortium d'usines à court de ressources mis sur pied pour rencontrer le gouvernement et tenter de négocier des engagements à long